



Romano Prodi

Président de la Commission européenne

L'Europe et la Méditerranée: venons en aux faits

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

UCL - Université Catholique de Louvain-la-Neuve

Louvain-la-Neuve, le 26 novembre 2002



Je voudrais tout d'abord remercier les autorités universitaires, communales et régionales présentes à cette conférence. Lorsque le professeur Bichara KHADER m'a invité à parler aux étudiants de l'Université catholique de Louvain, j'ai accepté avec grand plaisir, et ce pour diverses raisons.

Tout d'abord parce que, en ma qualité de docteur honoris causa de cette université, j'ai le sentiment d'appartenir en quelque sorte à sa communauté scientifique.

Ensuite, parce que les rapports entre l'Europe et la Méditerranée sont au centre de mes préoccupations, de ma réflexion et de mon action politique.

Enfin, parce que je crois qu'il faut rendre hommage aux efforts entrepris par le professeur KHADER depuis vingt-cinq ans pour rapprocher les deux rives de la Méditerranée.

Permettez-moi maintenant de partager avec vous quelques réflexions sur la Méditerranée, à un moment aussi délicat pour l'Europe et pour le monde entier.

Pour repenser la Méditerranée, il faut préciser ce qu'on entend par ce terme.

La Méditerranée, écrivait Fernand Braudel, c'est *"...Mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais plusieurs civilisations superposées... La Méditerranée est un carrefour antique. Depuis des millénaires, tout conflue vers cette mer, bouleversant et enrichissant son histoire..."* (Fernand Braudel - La Méditerranée, - espace et histoire).

Au moment où nous construisons la nouvelle Europe, celle d'un continent réunifié, au moment aussi où nous cherchons à définir les nouveaux aspects de la vie en commun et de la coopération entre les peuples et les différentes cultures, au moment enfin où nous réalisons une nouvelle diversité dans l'unité, où les frontières de l'Europe s'élargissent, nous devons également renforcer notre stratégie envers les régions plus proches de l'Europe, et surtout agir avec détermination dans la Méditerranée.

Ce serait en effet une grave erreur que de construire la nouvelle Europe en négligeant le "berceau de l'Europe", c'est-à-dire la Méditerranée.

Mais la diversité des situations dans cette région rend cette tâche particulièrement difficile. Nous pourrions précisément nous demander si, d'un point de vue politique et économique, la Méditerranée existe vraiment.

D'une part, en effet, la Méditerranée est marquée par de grandes différences et divisée par d'anciens conflits.

D'autre part, cependant, nous ressentons la nécessité d'une approche commune qui nous permette de décider ensemble, Européens et Méditerranéens, de l'avenir d'une région dont le sort a souvent dépendu de décisions prises ailleurs.

Quoi qu'il en soit, la Méditerranée est une réalité humaine, sociale et historique: une réalité qui nous impose de plus en plus de prendre des mesures courageuses projetées vers l'avenir.



Commençons par analyser la situation de la Méditerranée au moment de l'élargissement de l'Union européenne.

Nous avons le choix entre deux possibilités très différentes l'une de l'autre.

La première consiste à considérer la Méditerranée principalement en termes de sécurité. Il s'agit alors de la frontière méridionale de l'Union, sur laquelle il faut se placer pour gérer les flux migratoires, combattre l'éventuelle diffusion du terrorisme international et encourager une politique de développement fortement dépendante de la coopération contre les différentes activités illégales. C'est l'approche dite du « flanc sud », longtemps chère à l'OTAN...

La seconde consiste à considérer la Méditerranée principalement comme un nouveau domaine de coopération, où il convient d'établir des relations spéciales dans le cadre d'une **politique plus large de voisinage**, qui impliquera toutes les régions situées en bordure de l'Union, du Maghreb à la Russie.

Dans le cadre de cette nouvelle politique - que je traiterai de façon plus spécifique lors de la conférence sur "La paix, la stabilité et la sécurité" les 5 et 6 décembre à Bruxelles - la Méditerranée occupe une position centrale.

Si l'on regarde en effet à l'Est et au Sud, il est difficile de tracer les nouvelles frontières de l'Europe. Cela n'est certes pas nouveau: depuis des millénaires, il n'est pas facile de situer les confins de l'Europe dans ces deux directions. Mais ce n'est pas pour cette raison que nous pouvons élargir l'Union à l'infini. Le prix à payer serait en effet trop élevé car cela entraînerait une dilution puis une dissolution totale du projet politique européen.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas non plus tirer de ligne de démarcation nette du fait que certains pays méditerranéens s'appêtent à devenir membres de l'Union - Malte et Chypre -, que d'autres sont candidats - la Turquie - et que tous sont de toute façon liés à l'Europe par des traditions, des situations et des intérêts spécifiques.

C'est pourquoi le moment est venu d'agir avec détermination et de renforcer notre politique euro-méditerranéenne.

Dans cette optique, la Méditerranée, avec toute sa diversité joue un rôle charnière pour la paix et la coopération, et se trouve au centre d'une vaste région politique et économique qui va de l'Espagne à la Mer noire et au Golfe persique.

Nous devons cependant agir non pas en partant d'une position eurocentrique, fermée et unilatérale, mais en nous fondant sur une certaine idée de co-appartenance dont le germe existe à l'intérieur des processus en cours mais qu'il convient de renforcer par des décisions et une vision.

Je souhaite sincèrement que l'année prochaine, sous les présidences grecque et italienne, de grands progrès puissent être effectués dans cette direction.

Nous ne partons certainement pas de zéro.

Le dialogue euro-arabe qui a été lancé par la Communauté européenne au cours des années soixante-dix, a constitué une première étape vers cet objectif. Mais il s'agissait d'une première étape incomplète puisque la Turquie et Israël n'y participaient pas.



EUROMED REPORT

Edition no 52

28 novembre 2002

Le processus de Barcelone, lancé en 1995, reste l'instrument sur lequel nous pouvons nous fonder aujourd'hui.

Il nous faut d'ailleurs constater que si ce processus n'a pas permis d'atteindre tous les résultats espérés, cela provient plus de faits et de questions qui lui sont extérieurs - et je pense surtout au conflit israëlo-palestinien - que des faiblesses du processus lui-même.

Il nous faut par ailleurs constater - avec une certaine amertume - que les sujets qui étaient débattus en 1995 (instabilité politique, risques liés au fondamentalisme religieux, pauvreté, flux migratoires, déséquilibres démographiques) sont d'une grande actualité encore dans la région, et sont même pour certains plus préoccupants aujourd'hui qu'à l'époque.

Le processus de Barcelone conserve cependant toute sa validité car il constitue la seule tentative jamais faite pour affronter l'instabilité et la diversité dans la Méditerranée dans une optique à long terme et un contexte multilatéral.

C'est le multilatéralisme et non pas l'unilatéralisme, la persuasion et non la coercition, qui doivent guider notre action dans le monde, en particulier dans la Méditerranée. La structure multilatérale de Barcelone favorise les échanges, les interactions et les synergies entre les partenaires; elle permet de réunir autour de la même table des gouvernements qui sans elle resteraient éloignés, comme les gouvernements syrien, israëlien et palestinien; elle favorise le renforcement réciproque entre l'action politique, la coopération économique et le dialogue entre les cultures et la civilisation.

Quant à la coopération bilatérale, elle permet de tenir compte des particularités et des besoins spécifiques de chaque partenaire dans la réalisation des objectifs régionaux communs.

Mais aujourd'hui, nous devons renforcer cette stratégie.

Pour y parvenir, il convient de s'interroger sur les vrais intérêts communs entre les pays européens et méditerranéens.

Les Européens souhaitent voir reconnus dans toute la zone méditerranéenne les valeurs et les principes, à commencer par les droits de l'homme, qui sont à la base de la construction européenne.

Pour les pays méditerranéens, l'acceptation de ces principes constitue un moyen important pour renforcer la crédibilité de leur proposition politique.

Les Européens souhaitent étendre la libéralisation des échanges commerciaux aux régions voisines.

Pour les Méditerranéens, l'objectif partagé de commencer par créer une zone de libre échange d'ici 2010 représente un facteur de modernisation important de leurs systèmes économiques et sociaux.

Les Européens comprennent l'importance du dialogue interculturel qui n'est pas seulement un instrument de politique extérieure mais un puissant facteur d'intégration et d'inclusion de millions d'immigrés en Europe.



EUROMED REPORT

Edition no 52

28 novembre 2002

Pour les Méditerranéens, le dialogue interculturel est un vecteur important pour faire mieux connaître leur culture et faire mieux admettre leur spécificité.

Tous ces éléments sont présents dans la structure de Barcelone. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de nouvelles incitations et d'une plus grande flexibilité.

Les incitations sont nécessaires pour stimuler de façon encore plus décisive les réformes internes qui sont absolument indispensables pour permettre aux pays méditerranéens de bénéficier pleinement des rapports bilatéraux avec l'Union et de l'ouverture économique et commerciale.

En dehors des pays méditerranéens candidats à l'Union, en effet, on ne trouve dans la région ni secteur privé suffisamment développé ni opinion publique pleinement favorable au changement et aux réformes.

Nous devons alors trouver le moyen de modifier le rapport avec l'Union pour en faire un élément de plus grand poids dans l'offre politique interne des réformateurs dans les différents pays de la région.

Une fois exclue la perspective de l'intégration dans les institutions communautaires, nous devons préciser les objectifs que nous poursuivons ensemble dans la Méditerranée.

À l'heure actuelle, nous complétons le réseau des accords d'association avec les différents pays de la rive Sud. À ce propos, permettez-moi d'inviter la Syrie à conclure rapidement les négociations en cours.

En effet, exception faite des pays aujourd'hui candidats, les pays méditerranéens sont peut-être les seuls à être aussi étroitement liés à l'Europe.

Nous devons donc exploiter au mieux ces accords pour favoriser la mise en œuvre de ces réformes de type micro-économique qui sont aujourd'hui indispensables au processus de modernisation de ces pays: modernisation du secteur financier et commercial, augmentation de la compétitivité des entreprises, adaptation des systèmes d'éducation et de formation aux nouveaux défis mondiaux, ouverture des marchés du travail.

L'Union est le principal partenaire commercial des pays méditerranéens. Entre 1992 et 2001, par exemple, le commerce euro-méditerranéen a doublé : les exportations de l'Union européenne aux 12 pays méditerranéens sont passées de 35,7 milliards d'euro à 87,7 milliards d'euro, tandis que les exportations des pays méditerranéens vers l'Union sont passées de 24,2 milliards d'euro à 60,3 milliards d'euro. La région méditerranéenne n'est cependant pas encore parvenue à trouver sa personnalité sur l'échiquier mondial. Elle est encore loin des modèles d'intégration commerciale tels que l'ALENA ou l'ANASE. Cette intégration doit par conséquent être l'un des objectifs à atteindre dans le cadre d'une nouvelle politique de voisinage, prélude à une nouvelle forme de régionalisme politique et économique. Nous devons également progresser dans des secteurs délicats comme celui de l'agriculture. Jusqu'à présent, nous sommes parvenus à trouver des terrains d'entente raisonnables, en conciliant la libéralisation et la nécessité de conserver les équilibres



de marché. Nous sommes donc sur la bonne voie, mais il nous reste encore beaucoup à faire.

À cette fin, l'Europe devra mieux exploiter le potentiel extérieur des différentes politiques communes, du marché unique à la monnaie unique, à l'environnement, à la recherche, à l'éducation.

Un aspect fondamental de la nouvelle politique de voisinage consistera en effet à étendre, le plus possible, les principes, les règles, les normes et la coopération sectorielle aux voisins de l'Union, pour construire une véritable relation spéciale et intégrée.

Nous avons lancé des programmes d'action fondés sur la formation, l'assistance technique, la consultance et la coopération dans les secteurs du marché intérieur, des douanes et de la fiscalité dans le but précisément de partager notre expérience avec les pays méditerranéens.

Et l'euro peut jouer un rôle fondamental, fédérateur même, en quelque sorte, pour intensifier les rapports économiques et commerciaux dans la région et pour faciliter l'accès de ces pays aux flux de capital international. L'euro deviendra notamment la valeur de référence naturelle pour ces pays qui ont lié leur monnaie à un panier de monnaies.

L'objectif poursuivi n'est pas seulement d'accroître la compétitivité de ces pays et les échanges avec l'Union mais également de réaliser la coopération régionale Sud-Sud.

Le libre échange entre les pays de la région est en effet un complément important du libre échange entre le Nord et le Sud. Cette coopération régionale ne doit pas nécessairement se réaliser tout de suite entre tous les pays méditerranéens. Introduire plus de flexibilité dans le processus de Barcelone signifie également favoriser la coopération entre les groupes de pays, du moins au cours d'une première phase. L'initiative d'Agadir, dans le cadre de laquelle la Tunisie, le Maroc, l'Egypte et la Jordanie ont décidé d'accélérer la libéralisation des échanges entre eux, doit être appréciée de façon très positive.

D'autres formes d'intégration régionale sont possibles même s'il faut surmonter certains obstacles liés à d'anciens conflits.

Nous devons donc intensifier nos efforts communs pour réaliser des conditions favorables.

Après vingt-six ans d'étroite coopération entre l'Union européenne et le Maghreb, par exemple, je crois que le moment est venu de penser à de nouvelles formes d'intégration subrégionale, entre les pays de cette zone, dans des secteurs spécifiques tels que les infrastructures, les nouvelles technologies ou l'environnement, par exemple. Nous devons également commencer à considérer avec intérêt les signes positifs en provenance de Libye qui, dans le plein respect des principes fondamentaux du processus de Barcelone, pourrait s'insérer dans des formes de coopération de ce genre.

Par ailleurs, la croissance des marchés régionaux et subrégionaux pourrait alléger la pression migratoire sur l'Union et diminuer les risques de déstabilisation encore présents dans la région.



La Commission avait proposé de créer une banque euro-méditerranéenne, spécialisée dans le développement du secteur privé. Le Conseil a décidé pour l'instant de créer une "facility" auprès de la Banque européenne d'investissements et a renvoyé la décision sur la création d'une nouvelle institution. Cette initiative peut sans aucun doute favoriser aussi - directement ou indirectement - l'intégration entre des groupes de pays de la région.

Agir en Méditerranée signifie également développer les structures institutionnelles et politiques existantes.

À Valence, lors de la réunion ministérielle euro-méditerranéenne, on est parvenu à un accord sur la création d'une assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et d'autres dispositions ont été adoptées pour favoriser une participation plus directe et plus équitable des pays méditerranéens au processus politique.

Dans cette perspective, nous devons encore renforcer la dimension politique et institutionnelle du processus. Lorsque j'affirme que le mot d'ordre de la politique de voisinage est "tout sauf les institutions", je me réfère aux institutions communautaires existantes. Rien n'empêche cependant la création de nouveaux lieux de dialogue et de coopération euro-méditerranéenne si cela peut contribuer à renforcer le processus dans son ensemble.

D'ailleurs, à l'époque de la Convention, nous avons vu que la politique de voisinage constitue précisément l'un des chapitres du projet de traité présenté par M. Giscard d'Estaing, et je crois qu'il faut commencer à réfléchir sur les implications de cette politique au niveau institutionnel. Nous avons en effet besoin d'un nouveau projet "catalyseur" pour définir ensemble ce que sera notre avenir commun. Aussi, faut-il peut-être penser à un type d'intégration politique et institutionnelle encore plus poussée que ce que prévoyaient les accords d'association. Cela offrirait une forte incitation supplémentaire au processus de réforme interne et donnerait de grandes perspectives politiques à nos partenaires.

Dans mon introduction, je me demandais si la Méditerranée existait aujourd'hui.

J'ai répondu à cette question par l'affirmative, mais il reste encore à aborder l'essentiel de la question: la culture.

Je suis en effet convaincu que la "question méditerranéenne", est avant tout une "question culturelle", et ce pour diverses raisons.

Tout d'abord, l'une des causes de retard de la région et de ralentissement du processus de réforme est la faiblesse de la société civile dans les pays méditerranéens. Un processus de réforme démocratique et sociale soutenable devrait, en effet, se fonder également sur l'épanouissement d'une société civile susceptible d'apporter une contribution positive et spontanée.

Comme cela est souligné à juste titre dans l'excellent document du PNUD - (programme des Nations Unies pour le développement) sur le développement humain dans le monde arabe - les gouvernements de la région doivent s'adapter à la nouvelle relation entre l'État, les marchés et la société et cesser de considérer leur rapport avec la société civile comme un jeu à somme nulle.



À l'intérieur de ce processus, il est particulièrement important de promouvoir le rôle des femmes dans la vie publique et dans les activités économiques. Dans certains pays méditerranéens, la présence insuffisante de l'élément féminin limite artificiellement le développement économique et social. Outre les considérations évidentes sur le plan humanitaire, cette réserve de forces inexprimées nous apparaît comme un gaspillage et une occasion perdue.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas négliger les problèmes de la pauvreté. En effet, même s'il y a quelques signes d'amélioration, il est tout de même inacceptable que presque les 30% de la population du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord vivent avec moins de 2 euro par jour.

Il est encore clairement indiqué dans le rapport du PNUD qu'à l'époque de la mondialisation, il est urgent d'aborder avec détermination le problème de l'éducation et de la formation. Pensez, pour ne donner qu'un exemple, que 0,6% seulement de la population utilise Internet et que 1,2% seulement dispose d'un ordinateur. La connaissance et la culture sont la pierre angulaire du développement; l'éducation et la formation sont les instruments fondamentaux pour une participation active à la politique et à la démocratie.

C'est pour cela que la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture euro-méditerranéenne - que nous avons renforcée récemment par des propositions d'échanges entre les jeunes et les écoles (Euromed Jeunes), la valorisation du patrimoine culturel (Euromed Héritage), la coopération universitaire (TEMPUS MEDA et ERASMUS World) doivent être encore développées. C'est autour des artistes, des intellectuels, des jeunes et des universités qu'une vraie société civile pourra voir le jour dans la Méditerranée.

La Fondation euro-méditerranéenne pour le dialogue entre les cultures et les civilisations, que nous avons proposée à Valence, vise précisément à promouvoir une meilleure connaissance réciproque dans la région, grâce à des échanges intellectuels, culturels et personnels.

Nous devons également beaucoup plus recourir aux médias, aux chaînes de radio et de télévision, car c'est seulement par ce biais que nous pourrions proposer notre message à de vastes couches de la population.

Le dialogue et la connaissance réciproque ne sont cependant pas simplement un instrument de politique extérieure. Dans le contexte méditerranéen, ils revêtent inévitablement une double valeur, extérieure et intérieure.

Extérieure, parce que l'ensemble de la région offre un énorme patrimoine artistique, intellectuel et historique que nous devons mettre en valeur et développer grâce à l'échange et à la diffusion sur les deux rives de la Méditerranée.

Intérieure, parce le dialogue interculturel se produit surtout dans nos villes européennes, où nous devons trouver le moyen de vivre positivement l'interculturalité et d'en profiter pleinement.

Si nous réfléchissons à ce qu'ont été dans l'évolution de la pensée scientifique, artistique, juridique dans le monde islamique, les grands pôles historiques de développement, nous ne pouvons que penser à l'Andalousie, à la Perse, c'est-à-dire



à ces régions extrêmes du monde islamique en contact avec la Méditerranée, mais qui ont été confrontées structurellement et presque toujours pacifiquement avec l'Autre. C'est là qu'est née en grande partie la richesse de la pensée islamique à son apogée. C'est là qu'a surgi une grande partie de l'*ijtihad*, le renouveau de cette pensée.

Aujourd'hui cette frontière entre les Méditerranéens du Sud et du Nord ne se situe plus au-delà de la mer.

N'oublions pas en effet que certaines capitales européennes comme Paris ou Londres sont devenues au fil du temps des centres dont sont partis d'importants développements sociaux, économiques et culturels méditerranéens.

C'est à l'intérieur de nos sociétés, de nos pays, que les communautés venues du Sud en des temps lointains ou récents développent de nouvelles formes de cohabitation. Ces dynamiques n'ont rien à voir avec les aspects de sécurité et de répression des comportements peu soucieux de la loi, mais promettent de s'épanouir dans de nouvelles expressions sociales.

C'est ici que nous devons concentrer notre attention.

Les religions - surtout les trois grandes religions monothéistes - revêtent dans ce contexte une importance fondamentale.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler au mois de mars dernier, dans un discours sur le dialogue interculturel, les religions ont été historiquement sources de conflits, parfois de guerres sanglantes. Mais elles ont toujours été aussi sources d'espérance, de créativité et de sens profond. Les religions peuvent - et même doivent - contribuer de façon essentielle à définir nos objectifs communs, pour rapprocher aujourd'hui tous les peuples qui donnent sur la Méditerranée et pour les amener à une collaboration toujours plus étroite dans la lutte contre l'injustice et la pauvreté.

À cet effet j'ai décidé de créer un groupe de sages pour le dialogue interculturel qui commencera ses travaux en janvier, et qui devra réfléchir, au-delà des aspects conjoncturels, aux perspectives à moyen terme d'une politique de dialogue culturel plus mondiale, fondée sur des principes simples, dans une perspective universelle, qui débouchera sur de nouvelles propositions opérationnelles. L'objectif fondamental sera de trouver le moyen de faire du dialogue une grande question de société, et non pas une question débattue par des milieux fermés des élites européennes et méditerranéennes.

Permettez-moi de conclure par une note personnelle.

Ma culture, mon passé personnel et politique, mes valeurs me poussent à poursuivre, avec constance et détermination, sur la voie que j'ai tenté de tracer aujourd'hui.

C'est une voie difficile, pénible.

Nous avons vu l'ampleur des différences dans cette région qui n'a peut-être aujourd'hui que peu de traits en commun.



EUROMED REPORT

Edition no 52

28 novembre 2002

La Méditerranée, écrivait Mercator, reçoit des noms différents selon les terres qu'elle baigne. La Bible elle-même donne des noms différents à la Méditerranée. Et la *mare nostrum* présentait également une grande diversité.

Peut-être n'y a-t-il pas une seule Méditerranée, mais plusieurs; je reste néanmoins convaincu que c'est celle que nous avons décrite aujourd'hui qui indique la seule et la vraie voie vers la paix, la stabilité et la compréhension réciproque.

Je vous remercie.